38

De plus en plus de personnes âgées et trop peu de femmes en Chine

La politique de l'enfant unique pour enrayer l'explosion démographique apparaît efficace: un quart de siècle après son introduction, la fertilité en Chine est parmi les plus faibles au monde. Mais elle déstabilise les équilibres démographiques et induit des coûts sociaux très lourds, qui devraient s'aggraver dans les années qui viennent.

Dans chaque nouveau Chinois, Mao Zedong voit deux bras pour travailler et s'opposer au capitalisme. Son successeur à la tête du Parti communiste chinois, Deng Xiaoping, ne partage pas cet avis. Pour lui, une forte population est un obstacle à la modernisation du pays. Il est le principal promoteur de la politique de l'enfant unique.

A partir de 1979, la Chine adopte une réglementation qui limite la taille des familles urbaines à un enfant. Les familles rurales ont le droit d'en avoir un second si le premier est une fille. Toute infraction est sévèrement sanctionnée : perte d'emploi, réduction de salaire, amende et même avortement et stérilisation forcés.

Un assouplissement s'opère à partir du début des années 1990. Les mesures s'orientent alors vers la santé, l'éducation et l'information (Attané, 2005).

Effets de la politique de l'enfant unique

En 2005, le taux de fécondité en Chine (1,7 enfant par femme) est inférieur au taux de remplacement (2,1 enfant par femme). C'est une évolution vertigineuse par rapport au score de 1950, lorsqu'en moyenne, une Chinoise mettait au monde 6,5 enfants. La baisse rapide de la fécondité qui en a résulté s'est traduite par un bonus démographique : des adultes en âge de travailler plus nombreux que les enfants et les personnes âgées.

Une forte population active a ainsi depuis quelques années, et pour quelque temps encore, peu de non-actifs à sa charge. Une situation qui favorise l'accumulation de richesses. De fait, cette conjoncture favorable coïncide avec le décollage économique du pays (Feng et Mason, 2005).

Toutefois, la controverse règne sur la responsabilité de la politique de l'enfant unique dans cette formidable transition. La Commission chinoise de la population et du planning familial se targue d'avoir évité 400 millions de naissances grâce à cette politique (Ccppf, 2006). Mais ses opposants mettent en avant le déclin de la fécondité dès la fin des années 1970.

Les changements dans le système économique, politique et social pourraient ainsi avoir joué un rôle primordial dans cette diminution des naissances. Bref, la Chine aurait peut-être pu obtenir des résultats comparables sans passer par la suppression de la liberté d'enfanter et son cortège de conséquences sociales désastreuses.

Dix millions de femmes manquent à l'appel

L'effet le plus cruel de la politique de l'enfant unique est le sort réservé à des milliers de petites filles nées ou à naître. La préférence pour le fils favorise l'avortement sélectif, l'infanticide, l'abandon et le délaissement délibérés des petites filles. Le déficit cumulé de filles qui en découle avoisine les dix millions depuis vingt ans (Attané, 2005).

En situation naturelle, il naît 103 à 106 garçons pour 100 filles. En Chine, le rapport à la naissance passe de 107 garçons pour 100 filles en 1982 à 117 garçons pour 100 filles en 2000. Dans certaines zones rurales, jusqu'à 135 garçons naissent pour 100 filles.

Le manque de femmes réactualise un phénomène d'un autre âge : le mariage marqueur du statut social. En 2000, 27 % des hommes ruraux peu scolarisés de 40 ans sont célibataires pour une moyenne nationale de 4 % (Feng, 2005). Conséquence : des réseaux organisent la migration de femmes depuis les pays voisins, le Viêt Nam notamment, voire un trafic d'épouses (Attanée, 2006).



Pour contrecarrer la pénurie, le Gouvernement chinois anime depuis 2001 une campagne – appelée « Care for girls » – qui promeut l'égalité des sexes. L'optique est de revenir à un ratio garçons/filles normal à la naissance en 2010. Dans certaines régions, des couples bénéficient d'une subvention mensuelle et sont exemptés d'impôts agricoles et de frais de scolarité pour leurs filles, jusqu'à ce qu'elles soient en âge de se marier (Attané, 2006).

Parallèlement, des slogans tels que « Hommes et femmes naissent égaux » et des informations dénonçant les discriminations dont les filles sont victimes font leur entrée dans les manuels scolaires. Et plusieurs provinces prennent des mesures pour limiter les avortements sélectifs, interdits par la loi, mais largement pratiqués.

En rendant impossible la naissance de nombreux enfants, le manque d'épouses concourt à réduire la fécondité en Chine. Et pourrait aider à amener un relâchement des restrictions sur les générations futures de Chinois. Mais les « absentes » sont aujourd'hui le signe très tangible d'un terrible coût social. Et un second coût social non moins tangible pointe le bout de ses rides.

Vieillissement

L'estimation moyenne des Nations unies prévoit que la population chinoise culminera à 1,45 milliard de personnes en 2030. La Commission de la population et du planning familial confirme ce pronostic, calculant qu'un pic s'établira à 1,5 milliard en 2033 (Ccppf, 2007).

Or, le bonus démographique en place touche à sa fin. Dès 2010, la population âgée va très rapidement grossir. Les 10 % de la population urbaine chinoise qui ont actuellement 65 ans ou plus (proportion inférieure à celle qui existe dans les pays plus développés) pourrait



atteindre 20 % en 2025, niveau uniquement trouvé au Japon et en Italie (Feng, 2005).

Où est le problème ? Il est que ce vieillissement de l'énorme population chinoise a lieu dans une absence de standard de vie et de sécurité sociale. Un système de retraite est en train d'émerger, mais seule une petite partie de la population urbaine en bénéficiera à court terme : 70 % des personnes âgées dépendent encore de leurs enfants. Le pays devra donc dégager de gros moyens financiers s'il veut éviter que la précarité de ses aînés ne provoque une catastrophe sociale et économique.

L'avenir de la politique de l'enfant unique est incertain. Pékin confirme son intention de la poursuivre. Mais la pression monte pour la réformer. Le manque de force de travail se fera bientôt sentir. Et la population aspire à davantage de liberté lorsque vient le moment de définir la taille de sa famille. ■

depuis l'enfance, Chen Guangcheng s'est donné pour mission d'aider les villageois à poursuivre en justice les autorités de la ville de Linyi (province du Shandong, sur la côte est de la Chine) pour leur politique illégale d'avortement et de stérilisation forcés affectant des voir avec son engagement. milliers de femmes.

ont condamné Chen Guangcheng à quatre ans et trois mois de prison pour « troubles à l'ordre public, dégradation volontaire des biens de l'Etat et obstruction de voies de circulation » – autrement dit, pour des raisons qui n'ont rien à

Soutenu notamment par Voilà qui n'est pas du goût des Amnesty International, ce autorités de la province du militant des droits de l'homme

Juriste autodidacte, aveugle Shandong qui, en août 2006, a vu, le 12 janvier, sa sentence confirmée pour la seconde fois après avoir épuisé toutes les voies d'appel. Ses avocats dénoncent une machination : la police aurait organisé elle-même les faits qui lui sont reprochés. Et Amnesty International voit des motifs politiques dans les accusations portées contre Chen Guangcheng: leur but serait de l'empêcher de défendre les droits humains. LRD

BIBLIOGRAPHIE

http://efai.amnesty.org

ATTANÉ I. L'Asie manque de femmes. Le Monde Diplomatique, juillet 2006.

Attané I. Les défis de la Chine: moins de filles, plus de personnes âgées. Dans : Population et Sociétés, nº 416 octobre 2005.

COMMISSION CHINOISE DE LA POPULATION ET DU PLANNING FAMILIAL (CCPPF). China's Population to Increase by 200 Million in 30 Years. Disponible sur : www.npfpc.gov.cn/en/

CCPPF. Family Planning Policy Prevents 400 Million Births, 2006.

FENG W. Can China Afford to Continue its One-Child Policy? Asia Pacific Issues, East-West Center, Hawai, mars 2005.

FENG W, MASON A. Demographic Dividend and Prospects for Economic Development in China. UN Expert Group Meeting on Social and Economic Implications of Changing Population Age Structures, Mexico City, 2005.